

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 24 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Terrena

La Noëlle

BP 20199

44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : 2025 1318 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007203068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement Terrena implanté 15 rue de la Gare 86190 Ayron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terrena
- 15 rue de la Gare 86190 Ayron
- Code AIOT : 0007203068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Arrêté sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
2	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2016, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne relève pas des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les travaux d'entretien inscrits au budget 2024 pour les silos fer 1 et 2, ne concernant ni des points de fixation des parois, ni des éléments soumis à de fortes contraintes, n'ont pas été engagés.

L'exploitant justifie cette décision par le projet de reconstruction d'un silo sur l'emplacement actuel. Le projet sera porté à la connaissance de l'inspection des installations classées au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions régionales, sécheresse
Prescription contrôlée : <i>"I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement."</i>
Constats : L'article 4.1 « Origines des approvisionnements en eau » de l'arrêté préfectoral n°2011- DRCL/BE-142 en date du 12 mai 2011 autorise l'exploitant à un prélèvement sur le réseau public d'eau potable de Migné Auxances pour un volume de 80 m ³ /an. L'exploitant a fourni la facture d'Eaux de Vienne en date du 29 août 2025 qui affiche une consommation de 1 m ³ . Le site ne relève donc pas des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2016, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : <i>« Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans l'étude de dangers visée et les documents associés, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action [...]</i> <i>L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :</i> <ul style="list-style-type: none">- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques,- les résultats de ces programmes,- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques. <i>L'exploitant veille en permanence au bon état des installations. Notamment, il s'assure de la solidité de ses silos en réalisant de manière régulière des audits de solidité des ouvrages. ces audits comprennent a minima la collecte des données des installations de stockage (documents et plans des constructions, diagnostic visuel et investigations complémentaires en fonctions des résultats visuels notamment pour les cellules en béton). La méthodologie utilisée peut s'appuyer sur une méthode harmonisée développée par la profession ».</i>
Constats : Lors de la dernière visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan d'action relatif aux réparations des silos « fer 1 » et « fer 2 ». Le jour de l'inspection, l'exploitant confirme que, conformément aux éléments portés dans le plan d'action, le silo « fer 1 » est vide et que seules les 6 cellules de F05 à F10 du silo « fer » sont utilisées, tel que l'imposent les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du

16 octobre 2023.

Pour le silo fer 2, la structure béton dégradée a fait l'objet de travaux de réparation pour la sécurisation de l'ensemble. Les travaux restants à charge de l'exploitant étaient prévus en 2024 pendant la coupure hivernale entre la fin des moissons d'automne et celle d'été.

L'exploitant a fourni la facture en date du 31 décembre 2023 de la société GIANSAINTI SAS concernant les travaux sur la bavette d'étanchéité et la facture en date du 15 mai 2023 de la société RBTP des travaux réalisés sur le silo 2 accompagnées des photos.

Les travaux inscrits au budget 2024 n'ont finalement pas été engagés. L'exploitant rappelle que ces travaux concernaient les auvents et gouttières touchés par la rouille, ne concernant ni des points de fixation des parois, ni des éléments soumis à de fortes contraintes.

L'exploitant souligne que, le silo arrivant en fin de vie, un projet est prévu pour reconstruire un silo sur l'emplacement actuel, en utilisant les surfaces déjà imperméabilisées. Cela implique la démolition du silo existant et la création de nouvelles cellules, probablement de type « rondes métalliques ».

L'exploitant précise que le projet devrait être présenté à la DREAL prochainement, l'exploitation étant planifiée en 2028. L'IIC confirme que le projet devra être porté à sa connaissance avant réalisation, au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite